



**Séminaire interprofessionnel :
La Nature en ville, une utopie sociale ?**

**6 octobre 2010, à l'Université de Lyon, de 14h à 18h
Synthèse des présentations et des échanges
par Flavien Gaudalet**

Devant les multiples enjeux engagés par la notion émergente de nature en milieu urbain, le service Science et Société de l'Université de Lyon - CCSTI du Rhône a organisé, conjointement avec l'Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise, un séminaire interprofessionnel « Nature en ville » qui s'est tenu en octobre 2010. Le panel de chercheurs, élus, employés de collectivités ou encore responsables associatifs ainsi réuni a pu amorcer un premier échange d'expériences visant notamment à débattre sur les représentations institutionnelles de la nature en ville.

La place de la nature en ville est devenue depuis quelques années un élément prépondérant dans les travaux d'aménagement entrepris par les urbanistes. Si ce concept s'est démocratisé depuis la reconnaissance en 1992 de la crise environnementale au Sommet de la Terre à Rio, il n'en reste pas moins un modèle en proie à une évolution et une redéfinition constantes qui en compliquent assurément la résolution. Son caractère parfois insaisissable est dû en partie à la difficulté sémantique que présente sa terminologie, mais aussi à la diversité des champs disciplinaires sur lesquels il s'appuie.

Avant le prolongement de ce travail de réflexion, il convient de passer par une phase d'identification de la demande sociale et de ses revendications. Dans le cadre du projet européen des villes des sciences à laquelle il participe, le service Science et Société de l'Université de Lyon a initié plusieurs actions de médiation dont l'une d'elles a pris la forme d'une série d'entretiens citoyens réalisés à différents endroits phares de la ville de Lyon. Les témoignages ainsi recueillis ont permis de prendre en considération la diversité des représentations que se font les habitants de la nature en milieu urbain. Un des éléments récurrents de cette enquête est le caractère contradictoire et paradoxal qu'engendrent les relations entre nature et ville. Toutefois, les citoyens interrogés sont formels : la présence de la nature est indispensable pour supporter la vie au sein de la cité.

Les récits collectés montrent également une certaine forme de dualité relative à la perception du milieu naturel. Si en effet la nature présente une somme considérable

d'avantages, on l'assimile aussi parfois à un vecteur de nuisances en tout genre, que l'on retrouve par exemple dans les plaintes typiques envers les mauvaises herbes ou encore la présence de rongeurs dans les espaces d'habitations. Ce décalage entre bienfaits et méfaits de la nature en ville se traduit d'un côté par la tolérance de la nature à condition qu'elle soit maîtrisée par l'homme, et de l'autre, montre toute l'importance des actions de médiation à destination du grand public, s'inscrivant dans la lignée des missions entreprises par le service Science et Société de l'Université de Lyon, comme l'organisation des balades urbaines ou des rencontres-débats « Et si on en parlait ? ».

On constate en effet une déconnexion importante des savoirs et, si l'on est animé par le désir d'apprendre ou de réapprendre certaines vertus des usages de la nature, il est aussi toute une catégorie de savoirs qui se perd et que l'on se doit de préserver.

Le débat doit donc être envisagé de manière à intégrer cette nature dans le décor urbain tout en s'assurant qu'elle participe de manière effective au fonctionnement même de la cité. Il convient ainsi de s'interroger sur sa fonction sociale, car si sa pratique favorise et renforce les liens, l'inégalité de ses conditions d'accès peut aussi devenir une marque de division sociale.

Au vu des nouvelles fonctions urbaines qu'elle véhicule, on a tendance à penser la nature comme un objet technique, porteur de services aux applications multiples, notamment dans les domaines de l'énergie, du sanitaire, de la sécurité ou encore des nuisances sonores. On assiste également depuis quelques années à une prise de conscience économique devant les avantages financiers que procure par exemple le développement d'une nature maîtrisée par rapport aux divers coûts d'investissement et d'entretien de la qualité de l'air ou de l'eau. Toutefois ces apports ont souvent du mal à imprégner l'opinion publique par la mise en cause du facteur temporel que prend son inscription dans le milieu urbain.

Assurément, la situation dans laquelle nous nous trouvons face aux problématiques de nature en ville ou de biodiversité est synonyme de moment charnière. Les représentations évoluent et nous assistons à un effacement des frontières nécessitant un véritable travail de redéfinition. Cette tendance est palpable dans le lexique relatif au débat, mais elle témoigne aussi d'un désir nouveau de réconciliation et de réappropriation : nous voulons vivre à la ville comme à la campagne et, dans un même temps, profiter des avantages de la ville à la campagne. Cette pirouette paradigmatique est perçue comme le signe d'un basculement philosophique propre à celui de notre époque. Si les villes furent construites avec l'idée de séparation du monde sauvage, non-domestiqué, les villes d'aujourd'hui peuvent-elles être compatibles avec un milieu naturel ?

D'autre part, alors que les problématiques inhérentes au questionnement sur la nature en ville ne cessent d'émerger, force est de constater que la France accuse un certain retard par rapport à d'autres pays qui semblent avoir déjà fait preuve d'adaptation. Une difficulté supplémentaire venant se greffer au débat réside en la gestion d'une augmentation de cette demande sociale face à la diminution progressive des moyens injectés par l'Etat. Aussi, peut-on s'interroger sur la viabilité des modèles anglo-saxons, dans lesquels les pouvoirs publics ont limité leur participation dans le financement de la nature en ville, entraînant dans son sillage un besoin de réajustement entre l'investissement public et privé, géré par le milieu associatif ou bien par les habitants eux-mêmes. Il s'agit d'encourager le citoyen consommateur à endosser un rôle d'acteur.

Enfin, puisque ce débat s'avère suffisamment dense pour mobiliser à lui seul différents champs épistémologiques des sciences sociales, économiques, ou de la philosophie, les enjeux qu'il engage nécessitent également l'implication d'une multitude d'acteurs pour lesquels la construction d'une culture commune et le nouage des réseaux représentent une condition essentielle.

Synthèse réalisée par Flavien Gaudalet,

pour le Service Science et Société de l'Université de Lyon